

Des chiffres sur le non-recours dans
la presse.

Février 2012

Catherine Chauveaud - Odenore -

Ils ont droit aux aides sociales mais ne les demandent pas

Estelle Faure (29 février 2012) Rue89

Ces oubliés de l'**aide sociale** sont pourtant nombreux : selon l'**Odenore** (Observatoire de **non-recours** aux **droits** et services), toute **prestation** sociale confondue, le taux de **non-recours** ne descend jamais en-dessous de 10%.

Philippe Warin, co-fondateur de l'Observatoire, précise :

« Pour certaines **allocations**, comme l'aide à la complémentaire santé, cela peut aller jusqu'à 80%. »

Selon lui, plusieurs raisons conduisent les bénéficiaires à ne pas se manifester :

Pour se rendre compte de l'ampleur du phénomène, l'Odenore a calculé le montant ce que représente en euros le total du **non-recours** pour certaines aides. Rien que pour le **RSA**, les pertes sont importantes selon **Philippe Warin** :

« Cette non-dépense aurait fait économiser 4,3 milliards d'euros par an à la Caisse des **allocations** familiales (Cnaf), quand les fraudes aux **allocations** représentent 90 millions d'euros. »

Pourtant, éradiquer le **non-recours** pourrait engranger de grandes économies : si tous les bénéficiaires du **RSA** activité en avaient fait la demande, le taux de pauvreté aurait baissé de 0,7 point. En l'état actuel, il n'a diminué que de 0,2 point.

2

TENDANCE - La percée des soins dentaires "low cost" en France

Anne-Pascale REBOUL (24 février 2012) Agence France Presse

Plus besoin désormais d'aller à l'étranger pour se faire soigner les dents à moindre coût: de nouveaux cabinets "low cost" s'implantent en France, comme à Lyon, où ils sont perçus avec méfiance par la profession.

Un Français sur cinq (19%) a réduit ces derniers temps ses dépenses de santé, faute de moyens, et parmi eux, 42% ont **renoncé** à des **soins** dentaires, selon un récent sondage pour Santé Magazine.

Le système de santé solidaire français est malade, dit Médecins du Monde

(21 février 2012) Agence France Presse

Parmi les personnes reçues par MdM, "un patient sur quatre vient se soigner trop tardivement, deux tiers des enfants de moins de 7 ans ne sont pas à jour dans leurs vaccinations, 68% des femmes enceintes n'ont pas accès aux soins prénataux et 85% des patients n'ont aucune couverture maladie", a déclaré à l'AFP le président de l'association, le Dr Olivier Bernard.

Renoncement aux soins: la situation se dégrade

A. C. (20 février 2012) L'Humanité

Aujourd'hui, près de sept Français sur dix (68%) jugent ainsi que leur budget santé a augmenté par rapport à il y a deux ans, selon un sondage Sofinscope Opinonway publié le 19 janvier dernier pour Metro. Selon cette étude, le budget santé moyen restant à charge s'élève à 570 euros.

Et sur la question du **renoncement** aux **soins**, tous les signaux sont en alerte. D'après le dernier

baromètre annuel du CSA, présenté en septembre dernier, sur «les relations et les pratiques des citoyens européens à l'égard de leurs systèmes de santé», 29% des Français ont renoncé à des **soins** en raison d'un problème d'argent. Seule la Pologne fait pire, avec 36%. Plus inquiétant encore, ce chiffre progresse de façon exponentielle: il n'était ainsi «que» de 11% en 2009 et de 13% en 2010!

La moitié des personnes éligibles ne le demandent pas

VINCENT COLLEN (15 février 2012) Les Echos.fr

Le rapport détaille les raisons du taux très important de **non-recours** au **RSA**. Qui représente une économie de 1,8 milliard pour l'Etat.

Près de la moitié des personnes qui pourraient prétendre au revenu solidarité active (**RSA**) ne le touchent pas, faute d'en avoir fait la demande. C'est l'un des résultats étonnants du rapport, qui a cherché à expliquer l'importance de ce **renoncement**. Le taux de **non-recours** atteint 35 % pour le **RSA** socle, la **prestation** qui a succédé au RMI en 2009 pour les personnes sans emploi. Autrement dit, plus du tiers des personnes qui remplissent les conditions pour le toucher ne le reçoivent pas.

Une économie budgétaire

Le **non-recours** est presque deux fois plus important (68 %) pour le **RSA** activité, instauré en 2009 pour compléter les revenus des travailleurs pauvres. En moyenne, cela représente un manque à gagner de 113 euros par mois pour les ménages qui y auraient droit (en tenant compte de la prime pour l'emploi qu'ils ne toucheraient plus s'ils bénéficiaient du **RSA**). Et une économie budgétaire globale liée à ces **non-recours** de 1,8 milliard d'euros par an !

Qui sont ces ménages qui renoncent au **RSA** et pourquoi ? Le **non-recours** est plus important pour les couples (62 %) que pour les personnes seules. « Compte tenu du caractère familialisé du **RSA**, il est plus difficile pour un couple de savoir s'il est éligible », avance le rapport. Les foyers avec enfant connaissent mieux leurs **droits** au **RSA** - peut-être parce qu'ils sont plus souvent en contact avec les caisses d'**allocations** familiales. Enfin, logiquement, le taux de **non-recours** est plus faible pour les ménages aux plus bas revenus.

Parmi ceux qui ne demandent pas à bénéficier de la **prestation**, la plupart (72 %) expliquent qu'ils connaissent mal le fonctionnement du dispositif - certains pensent qu'il est réservé aux personnes sans emploi, d'autres déclarent qu'ils ne savent pas comment faire les démarches. Certains affirment qu'ils « se débrouillent autrement financièrement », d'autres encore « n'ont pas envie de dépendre de l'**aide sociale** ». Une chose est sûre, le coût de la réforme s'avère très inférieur aux prévisions et justifierait, aux yeux des concepteurs du **RSA**, une amélioration de son barème.

Université : les mensonges de Sarkozy

Dominique Gillot (14 février 2012) Libération

Quand on sait que 19% des étudiants n'ont pas de complémentaire santé - contre 6% de la population générale - et que 34% renoncent à des soins... Quant à «l'opération campus», destinée à offrir aux étudiants de meilleures conditions d'études, elle s'enlise. Un rapport de l'Assemblée, élaboré par une mission composée de députés de droite et de gauche, a constaté que seulement 1% des crédits alloués avaient été dépensés.

La santé, pas une priorité pour les candidats, selon une majorité de Français

(8 février 2012) Agence France Presse

Pour 75% de Français, la santé n'est pas une priorité des candidats à l'élection présidentielle, alors que c'est un sujet prioritaire pour une majorité des personnes interrogées, derrière l'emploi et le pouvoir d'achat, selon un sondage Louis Harris pour la Mutualité Française publié mercredi.

L'emploi est un sujet prioritaire pour 82% des Français, devant le pouvoir d'achat (63%), révèle ce sondage dévoilé par Le Parisien/Aujourd'hui en France.

La santé arrive en troisième position (sujet prioritaire pour 57% des Français et important pour 32% d'entre eux) devant l'éducation (57% prioritaire et 30% important) et la réduction de la dette publique (55% prioritaire, 31% important).

Pour autant, 75% des Français estiment que la santé et la protection sociale ne sont pas une priorité du programme des candidats, contre 20% qui pensent le contraire.

35% des personnes interrogées disent avoir déjà **renoncé** à des **soins** pour elles-mêmes ou un membre de leur foyer et 50% ont reporté ces **soins**.

Par ailleurs, 93% estiment que le coût des mutuelles va augmenter, 91% jugent que ce sont les dépenses restant à charge des patients et 85% citent le coût des hospitalisations.

Pour 86% des Français, le nombre de personnes devant **renoncer** à des **soins** va augmenter.

90% des personnes qui disposent d'une mutuelle ou d'une assurance santé complémentaire ne songent pas à renoncer à leur mutuelle dans un futur proche, malgré la hausse de la taxe sur les contrats des complémentaires.

La santé, parent pauvre de la présidentielle

D. R. (8 février 2012) Le Parisien-Aujourd'hui en France

« Incontestablement, les propositions des candidats ne sont pas à la hauteur des enjeux, analyse Etienne Caniard, le président de la Mutualité française. Si cette question est si importante pour eux, c'est qu'ils ne veulent pas ajouter une inégalité, celle de l'accès aux **soins**, à des inégalités existantes. » Cette crainte pour notre système de santé n'est pas une vue de l'esprit. 35% des sondés confient avoir déjà **renoncé** à des soins et 50% avoir reporté une consultation.

Nantes. La Ville veut favoriser l'accès aux soins pour tous

(8 février 2012) Ouest France

Difficultés pour remplir les dossiers, parcours du combattant pour les formalités, auquel se rajoute un gros manque d'informations. « Face à tous ces constats, la ville de Nantes a décidé de mettre en place un dispositif d'aide d'accès aux **soins** », annonce Élisabeth Lefranc, la vice-présidente du CCAS

(centre communal d'action sociale). L'objectif cible les Nantais en situation de précarité, en favorisant leur accès aux **droits**. Car la crise accentue le nombre de personnes qui renoncent aux **soins**, faute de moyens. Ainsi, 29 % des Français ont dû renoncer à se soigner en 2011, contre 11 % il y a deux ans. Et 22 % des personnes à bas revenus sont dépourvues de complémentaire santé.

Ils ignorent leurs **droits**

« À Nantes, ce sont 16 % des bas revenus qui n'ont pas de mutuelle. 57 % d'entre eux sont des personnes seules ou des familles monoparentales ». Or, la plupart ignore leurs **droits** et l'existence d'aides qui pourraient les aider à financer une mutuelle.

Car on recense 25 % de **non-recours** à la CMUC, et 65 % de **non-recours** à l'ACS.

Ils se privent de soins

(31 janvier 2012) La Tribune de Genève

Près d'un Genevois sur cinq renonce à se faire soigner pour des raisons financières

Quinze à vingt pour cent de la population genevoise renoncent à se soigner pour des raisons financières. Dans les ménages gagnant moins de 3000 francs par mois, cette proportion atteint même les 34%!

Ces chiffres, qui font froid dans le dos, ressortent des résultats de l'étude «Bus Santé», initiée en 2007 par l'Unité d'épidémiologie populationnelle (UEP), rattachée au Département de la médecine communautaire des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

Plus de 3600 personnes, âgées de 35 à 74 ans, ont depuis lors participé à cette enquête; elles ont été prises au hasard afin d'être représentatives de Genève. Résultats: «L'accès aux **soins** qui devrait être garanti à tous ne semble pas l'être et les personnes les plus touchées sont celles qui auraient pourtant le plus besoin de prise en charge médicale», constate le Dr Idris Guessous. Coauteur de l'étude, ce médecin adjoint de l'UEP souligne qu'en revanche, «seuls» 3% des familles dont les revenus mensuels dépassent 13 000 francs se passent pour leur part de **soins**: «On partage la solidarité de la cotisation mais pas celle de la consommation.

Un pays qui s'illustre tout particulièrement dans la proportion des dépenses de santé qui sont mises à la charge des ménages: les Suisses doivent en effet sortir 30% de leur poche; il s'agit là de la contribution personnelle la plus élevée parmi les pays inclus dans l'OCDE.

L'étude de l'UEP confirme que les **soins** dentaires sont largement délaissés (74%) pour des motifs économiques, devant les consultations médicales (37%), l'achat de lunettes et d'appareils auditifs (26%), les médicaments (13%) et les interventions chirurgicales (5%).

L'année 2012 a démarré sur une nouvelle hausse des demandeurs d'emploi

Sylvie HUSSON (25 février 2012) Agence France Presse

Non-recours à l'emploi :

L'année 2012 a débuté par une nouvelle hausse en janvier du **nombre** de demandeurs d'emploi, mais à un rythme divisé par deux par rapport aux mois précédents, la France recensant toujours plus de 2,8 millions de personnes sans emploi.

Le **nombre** de demandeurs d'emploi sans activité en France métropolitaine a progressé en janvier,

pour le neuvième mois consécutif, de 13.400 personnes soit une hausse de 0,5% par rapport à décembre, selon les **chiffres** publiés vendredi par la Dares (ministère du Travail).

En France métropolitaine, 2.861.700 demandeurs d'emploi étaient ainsi sans activité fin janvier, un niveau inégalé depuis douze ans. Sur un an, la hausse dépasse les 6,2%. Depuis le début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, la France compte plus de 700.000 demandeurs d'emploi supplémentaires.

Si l'on inclut ceux qui exercent une activité réduite (catégorie A + B et C), 4,25 millions de personnes cherchaient un travail en janvier (+0,1%).

Le **nombre** global de demandeurs est moindre qu'en décembre, malgré la hausse enregistrée, car la Dares a procédé à une correction des données entre 1996 et décembre 2011, comme chaque année en janvier, explique l'organisme. Quelque 26.200 demandeurs d'emploi sont ainsi sortis des observe une forte hausse des entrées en catégories D et E (licenciés économiques en formation et contrats aidés). "Tous ces gens se retrouveront dans la catégorie A des chômeurs bientôt", prédit-elle, en rappelant qu'"il faudrait 1,5% de croissance par an" pour inverser la tendance.

Les **chiffres** montrent "un petit signe positif pour les jeunes et surtout les seniors", deux catégories d'ordinaire les plus touchées, relève tout de même Mme Carrère-Gée.

Le **nombre** de demandeurs d'emplois de moins de 25 ans est en baisse de 0,6%, celui des + de 55 ans également (-0,5%). "Cette baisse du **nombre** de seniors n'est pas significative mais c'est la deuxième seulement depuis 2008", précise-t-elle.

Plus inquiétant, le **nombre** des demandeurs d'emploi de très longue durée (3 ans ou plus), augmente de 1,4%. Et surtout le **nombre** de bénéficiaires du **RSA (Revenu de solidarité active)** qui explose (+7% toutes catégories), "preuve que la crise est durable", souligne Mme Cochard.

RSA Jeunes en chute libre

Marc Landré (25 février 2012) Le Figaro

Selon nos informations, le **nombre** de bénéficiaires du **RSA Jeunes** a chuté de près de 10 % en six mois, pour atteindre fin décembre 9 400 foyers allocataires.

Selon le gouvernement, il devait bénéficier à terme à près de... 150 000 jeunes.

Des inégalités toujours flagrantes

(29 février 2012) Libération

Des discriminations, sources de non-recours :

Selon l'Observatoire des inégalités, à temps plein, les femmes gagnent 20 % de moins que les hommes, et 27 % tous temps de travail confondus. Seules 17 % des chefs d'entreprise sont des femmes. Le secteur public est plus féminisé que le secteur privé, mais les femmes ne sont que 15 % à accéder aux postes de direction.

Dans le privé, selon une étude du CNRS de 2009, les salariés gays touchent en moyenne 6,65 % de moins que les salariés hétérosexuels. En revanche, les salariées lesbiennes gagnent 2 % de plus que les salariées hétérosexuelles. Selon la Halde (Haute Autorité de lutte contre les **discriminations** et pour l'égalité), 9 homosexuels sur 10 disent avoir été victimes d'homophobie larvée ou implicite sur leur lieu de **travail**.

L'absentéisme scolaire, un fléau à Marseille, surtout dans les collèges

Laure BRUMONT (18 février 2012) Agence France Presse

L'absentéisme scolaire, qu'une étude du ministère de l'Education nationale estime à 2,3% au collège, est un fléau à Marseille, où le phénomène dépasse 12% dans certains quartiers, ce que parents, syndicats et associations expliquent par la "fracture sociale" propre à la cité.

Des chiffres qui dénotent fortement par rapport à ceux de l'Hexagone: selon une note récente de la direction de l'évaluation et des statistiques (Depp) du ministère de l'Education nationale, en 2009-2010, l'absentéisme touchait seulement 2,3% des collégiens, contre 4,9% des élèves en lycées généraux et technologiques, et 14,2% en lycées professionnels.